

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle carrières, matériaux, déchets

Auxerre, le  
29 septembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **ASTRADEIS**

ZI LES GALETTES  
89600 SAINT-FLORENTIN

Références : 220652

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2022 dans l'établissement ASTRADEIS implanté ZI LES GALETTES 89600 SAINT-FLORENTIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations est réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ASTRADEIS
- ZI LES GALETTES 89600 SAINT-FLORENTIN
- Code AIOT dans GUN : 0025500016
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La Société ASTRADEIS ex-ODELOT souhaite développer un projet de développement pour ses installations situées dans la zone industrielle « Les Galettes » à Saint Florentin, afin de proposer une solution locale de traitement de déchets dont le broyage/lavage d'emballages souillés, mais également innover sur de nouvelles technologies de valorisation et de recyclage.

Pour ce faire, l'exploitant prévoit la réalisation d'un dossier de demande d'autorisation environnemental qui doit être déposé dans les prochains mois.

Dans l'attente du dépôt et de l'instruction de ce dossier portant sur l'ensemble du projet de développement, la société ASTRADEIS a déposé un projet de dossier afin de pouvoir démarrer rapidement l'activité de broyage/lavage de déchets et également l'entreposage, sous la rubrique 2718, de 200 tonnes de déchets dangereux.

L'instruction de ce porter à connaissance en 2020 par l'inspection des installations classées a conclu au caractère substantiel des modifications demandées dans le porter à connaissance. En conséquence, l'inspection des installations classées a invité l'exploitant à déposer un dossier de demande d'autorisation environnementale conforme au Code de l'Environnement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- eaux superficielles
- bruit
- risques accidentels
- déchets
- situation administrative

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Non-conformité 1	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 6.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription
Observation n°3	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 4.3.13	/	Mise en demeure, respect de prescription
Observation n°6	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 7.7.4	/	Mise en demeure, respect de prescription
Arrêté préfectoral	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 1.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Arrêté préfectoral	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 7.6.3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Observation n°2	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 4.1.1	/	Sans objet
Arrêté préfectoral	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 7.3.3	/	Sans objet
Arrêté ministériel	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet
Arrêté ministériel	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi réglementaire des installations n'est pas réalisé correctement :

- les mesures de bruit n'ont pas été réalisées depuis 2007
- aucune mesure de rejet des eaux pluviales n'a été réalisée aux points de rejet R1 et R2
- aucune réserve de sable n'est mise en place sur le site et certains extincteurs sont difficilement accessibles
- une quantité relativement importante de déchets liquides dangereux n'est pas stockée sur rétention suite à un problème d'approvisionnement de rétentions neuves compatibles avec ce type de déchets
- la quantité de déchets dangereux présents sur site dépasse largement la quantité autorisée. La quantité de déchets dangereux stockés sur site au 31 mars 2022 s'élève à 493,78 tonnes pour un tonnage autorisée maximum de 102 tonnes.

### 2-4) Fiches de constats

#### Nom du point de contrôle : Non-conformité 1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 6.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Niveaux limites de bruit
<b>Prescription contrôlée :</b> Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :  PERIODES PERIODE DE JOUR PERIODE DE NUIT  Niveau sonore limite admissible Points 1 et 2 55 dB(A) - Points 3 et 4 60 dB(A) -  Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée. Les points de mesures sont définis sur le plan annexé au présent arrêté.
<b>Constats :</b> Aucune mesure de bruit n'a été réalisée depuis 2007. Ce constat avait déjà été établi, et la non-conformité relevée lors de la précédente inspection réalisée en 2018.
<b>Observations :</b> le constat est requalifié en majeur du fait de sa récurrence.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Observation n°2**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine des approvisionnement en eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont Limités aux quantités suivantes : Réseaux public 200 m3
<b>Constats :</b> Pour l'année 2021, la consommation d'eau est estimée à 45 m3. Pour cette année 2021, la consommation est uniquement due aux besoins sanitaires. L'activité de transit de déchets ne nécessite pas d'utilisation d'eau de process. Dans le cadre du porter à connaissance déposé en février 2022, vu l'évolution des activités, un nouveau réseau a été mis en place en février 2022 pour l'activité de broyage de contenants. Le process est actuellement en phase de test.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Observation n°3**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 4.3.13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5) Paramètres Concentration instantanée (mg/l) MES 35 DCO 125 DBO 30 Hydrocarbures totaux 5 Azote global 3
<b>Constats :</b> Aucune mesure de rejet des eaux pluviales n'a été réalisée aux points de rejet R1 et R2.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Observation n°6**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 7.7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyen de lutte et ressource en eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; - des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 2250 litres (50 sacs de 45 litres) et des pelles ; Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.
<b>Constats :</b> Des extincteurs sont présents sur l'ensemble du site. Cependant, certains sont difficilement accessibles. L'accès aux extincteurs doit être aisé en toute circonstance. Un désencombrement des accès doit être réalisé. Aucune réserve de sable n'est mise en place sur le site. L'exploitant a indiqué au cours de la visite qu'une étude est en cours pour l'installation d'un réseau de RIA.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Arrêté préfectoral**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> Les installations électriques ont été vérifiées le 2 février 2022. Le rapport de contrôle a été fourni à l'inspection des installations par courrier électronique en date du 28 avril 2022. Le rapport ne fait pas apparaître de non conformité.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Arrêté préfectoral**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b> Rétentions Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li><li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li></ul> Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est à minima égale : <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li><li>- dans tous les cas, 800 L minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 L.</li></ul> La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection une quantité importante de déchets liquides stockés en cubitainers d'1 m3 sur des racks ou sur le sol bétonné du hangar n'était pas placée sur rétention. L'exploitant a expliqué au cours de la visite qu'un problème a été identifié sur un certain nombre de rétentions neuves et ont été renvoyées au fabricant. Un devis signé pour une nouvelle commande de 14 rétentions adaptées aux déchets a été présenté. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui fournir dans les meilleurs délais la justification que l'ensemble des déchets liquides sont placés sur rétention.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Arrêté préfectoral**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Liste des installations classées
<b>Prescription contrôlée :</b> voir tableau art.1.2.1
<p><b>Constats :</b> Le tableau de classement des installations de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°PREF-DCDD-2007-0451 du 12 novembre 2007 autorise un stockage maximum de 200 tonnes de déchets, sans indiquer les capacités respectives de stockage pour les déchets dangereux et les déchets non dangereux.</p> <p>Cependant, cet arrêté préfectoral, dans son chapitre 1.3 « Conformité au dossier de demande d'autorisation » précise que « Les installations de l'établissement doivent être disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenues dans le dossier de la demande ».</p> <p>Ainsi, les capacités maximales de la plate-forme de transit présentées dans le dossier de demande d'autorisation est de 62 tonnes pour les déchets dangereux, sauf à justifier que les eaux avec émulseurs puissent être considérées comme des déchets dangereux, auquel cas les quantités pourraient atteindre 102 tonnes.</p> <p>En date du 13 mai 2020, l'exploitant a déposé un porter à connaissance présentant une demande d'antériorité et des modifications d'activités envisagées avec notamment la rubrique 2718 (transit, regroupement ou tri de déchet dangereux) pour un stockage de 200 tonnes de déchets dangereux. L'inspection des installations classées a jugé cette modification substantielle en date du 3 novembre 2020 et le Préfet de l'Yonne a invité l'exploitant à déposer un dossier de demande d'autorisation.</p> <p>Un nouveau porter à connaissance a été déposé en février 2022 avec comme demande un tonnage de 400 tonnes pour cette même rubrique 2718.</p> <p>En l'état actuel des choses, les installations ne sont donc autorisées à stocker que 102 tonnes de déchets dangereux maximum.</p> <p>Or selon les registres fournis par l'exploitant le 28 avril 2022, la quantité de déchets dangereux stockés sur site au 31 mars s'élève à 493,78 tonnes.</p> <p>La quantité de déchets dangereux présents sur site dépasse largement la quantité autorisée.</p> <p>Par ailleurs, un stock "historique" de déchets non dangereux affecté à l'entité Astra-Recyclage est toujours présent sur site, bien qu'en cours d'évacuation, selon l'exploitant.</p> <p>L'exploitant doit fournir un délai d'évacuation des déchets non dangereux ainsi que les justificatifs de ces évacuations.</p>
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription



**Nom du point de contrôle :** Arrêté ministériel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, traçabilité des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a)</p> <p>Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> </ul> <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, le Directeur, nouvellement arrivé à son poste, n'a pas été en mesure de présenter les registres des déchets entrants.</p> <p>Le registre a été fourni par mail du 28 avril, il comporte l'ensemble des éléments réglementaires requis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le code déchets</li> <li>- la nature du déchets</li> <li>- la date de réception</li> <li>- le poids Collecté</li> <li>- le numéro de BSD</li> <li>- la référence du BSD</li> <li>- le numéro Track Déchets</li> <li>- le numéro de Siret de l'expéditeur</li> <li>- la raison sociale, l'adresse du producteur du déchet</li> <li>- le numéro de Siret, la raison sociale et l'adresse du transporteur</li> <li>- l'immatriculation du véhicule</li> <li>- le mode de traitement et le code associé</li> <li>- la date de reconditionnement / traitement</li> <li>- le numéro de pesée</li> <li>- Numéro</li> <li>- le mode de conditionnement</li> <li>- le Siret, la raison sociale et le numéro de récépissé du négociant / courtier</li> </ul> <p>L'inspection des installations classées rappelle que le registre doit être disponible en permanence sur site.</p>
<b>Observations :</b> /

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Arrêté ministériel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, traçabilité des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'expédition du déchet ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> </ul> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> </ul> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> A l'image du registre des déchets entrants, le Directeur n'a pas été capable de présenter le registre des déchets sortants le jour de l'inspection.</p> <p>Le registre a été fourni par mail du 28 avril, il comporte l'ensemble des éléments réglementaires requis.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle que le registre doit être disponible en permanence sur site.</p>
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**PRÉFET  
DE L'YONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture  
Service de l'Animation des Politiques Publiques  
Interministérielles et de l'environnement  
Bureau de l'environnement**

**Arrêté n° PREF-SAPPIE-BE-2022-XX**  
**du**  
**portant mise en demeure de la Société ASTRADEIS**  
**exploitant un centre de traitement et de transit de déchets industriels**  
**sur le territoire de la commune de SAINT-FLORENTIN**

Le Préfet de l'Yonne,

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L.171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- VU** le code de justice administrative ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°PREF-DCDD-2007-0451 du 12 novembre 2007 autorisant la société ODELOT SA à exploiter un centre de traitement et de transit de déchets industriels sur le territoire de la commune de Saint-Florentin ;
- VU** l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du [précisez la date] conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** le projet d'arrêté transmis le XX à l'exploitant en application de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;
- VU** les observations/l'absence d'observation de l'exploitant du XX sur le projet d'arrêté précité ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2007 susvisé dispose que la capacité de stockage de l'installation de transit est de 200 tonnes de déchets ;

**CONSIDÉRANT** que le chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2007 susvisé dispose que « *les installations de l'établissement doivent être disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et aux règlements en vigueur* » ;

**CONSIDÉRANT** que la capacité maximale de la plate-forme de transit présentée dans le dossier de demande d'autorisation est de 62 tonnes pour les déchets dangereux, sauf à justifier que les eaux avec émulseurs puissent être considérées comme des déchets dangereux, auquel cas les quantités pourraient atteindre 102 tonnes ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 6.6.2 de l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2007 susvisé dispose que « *Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :*

PERIODES	PERIODE DE JOUR	PERIODE DE NUIT
<i>Niveau sonore limite admissible</i>		
<i>Points 1 et 2</i>	55 dB(A)	-
<i>Points 3 et 4</i>	60 dB(A)	-

*Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée.*

*Les points de mesures sont définis sur le plan annexé au présent arrêté.»*

**CONSIDÉRANT** que l'article 4.3.13 de l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2007 susvisé dispose que  
« *L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :*

*Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)*

Paramètres	Concentration instantanée (mg/l)
MES	35
DCO	125
DBO	30
Hydrocarbures totaux	5
Azote global	3

**CONSIDÉRANT** que l'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2007 susvisé dispose que  
« *L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :*

*- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;*

*- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 2250 litres (50 sacs de 45 litres) et des pelles ;*

*Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente. »*

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 17 mars 2022, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respecte pas les dispositions précitées :

- la quantité de déchets dangereux stockés sur site au 31 mars s'élève à 493,78 tonnes ;
- Aucun contrôle des niveaux de bruit n'a été réalisé ;
- Aucune mesure de rejet des eaux pluviales n'a été réalisée aux points de rejet R1 et R2 ;
- Aucune réserve de sable n'est mise en place sur le site ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la Société ASTRADEIS de respecter les prescriptions des articles 1.2.1, 6.2.2, 4.3.13 et 7.7.4 de son arrêté préfectoral du 13/01/2014 susvisé ;

**SUR** proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne,

## A R R Ê T E :

### Article 1<sup>er</sup>

La société ASTRADEIS dont le siège social est situé ZI LES GALETTES, à SAINT FLORENTIN (89 600), pour le centre de traitement et de transit de déchets industriels sis à la même adresse, est mise en demeure de respecter :

- **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté** les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°PREF-DCDD-2007-0451 du 12/11/2007 susvisé suivantes :
  - articles 1.2.1 : liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées et chapitre 1.3 : conformité au dossier de demande d'autorisation ;
  - article 4.3.13 : valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales ;
  - article 6.2.2 : niveaux acoustiques ;
  - article 7.7.4 : moyen de lutte et ressource en eau ;

## **Article 2 : Publicité**

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

## **Article 3 – Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le destinataire du présent arrêté peut également saisir le préfet d'un recours gracieux ou le ministre de la transition écologique d'un recours hiérarchique, ce qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut décision implicite de rejet).

## **Article 4 – Exécution**

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Yonne et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera notifié à la Société ASTRADEIS et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de SAINT FLORENTIN
- Monsieur le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Bourgogne-Franche-Comté
- Madame la Responsable de l'Unité Interdépartementale Nièvre/Yonne de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Auxerre, le

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète,  
Secrétaire Générale,

Pauline GIRARDOT